

**ILS
NE
PENSENT
PAS
COMME
NOUS
MAIS...**

Ici, chaque semaine, s'expriment librement deux personnalités qui, sur notre droite ou sur notre gauche, ne partagent pas notre sensibilité...

Il faut reconstruire un nouvel ordre africain

Par Guy SORMAN

Il faut y aller, et vite. Comme en Somalie. Le succès de l'intervention militaire en Somalie, à l'initiative du regretté George Bush, aurait dû être répété au Rwanda depuis des mois. Un succès ? Oui, absolument. Le but était alors d'interrompre les famines organisées par les chefs de clan ; les armées de l'ONU y sont parvenues. La preuve nous en est administrée, a contrario, par les médias : ils ne parlent plus de la Somalie. Ah ! soudain Bush nous manque ; Clinton est cyclothymique ; seule l'alliance inattendue de Juppé et de Mitterrand, comme à Sarajevo, rappelle l'ONU et l'Occident à leur devoir d'ingérence. C'est bien à l'ingérence humanitaire désormais que servent nos armées, puisque toutes les guerres actuelles sont civiles : tribus contre tribus et, plus encore, despotes contre leurs propres peuples. Ne pourrait-on pas intervenir avant, plutôt qu'au crépuscule de ces crimes collectifs ? Cela supposerait que l'Union européenne, plus efficace que l'ONU, se dote d'une force militaire permanente d'intervention. Cela rendrait à notre Europe techno-betteravière une véritable

raison d'être et une ambition civilisatrice. Souvenons-nous que le fondement de l'Union européenne fut la paix chez nous ; son avenir pourrait être la paix ailleurs. J'entends déjà Max Gallo protester contre cette nouvelle « mission de l'homme blanc ». Mais nous devons accepter l'évidence : le principe de l'Etat-nation transplanté d'Europe ne marche pas dans la plupart des pays d'Afrique, tel est le principal enseignement de la décolonisation. Voilà pourquoi notre intervention souhaitable au Rwanda, ou demain au Zaïre, devrait nous conduire bien au-delà du devoir d'ingérence ; il s'agit, ou plutôt il devrait s'agir, d'une première étape de coopération entre hommes de bonne volonté chez nous et chez eux, pour reconstruire un nouvel ordre africain. Celui-ci ne serait sans doute plus fondé sur d'artificiels Etats, mais sur d'autres traditions, antérieures à la colonisation. Est-ce que je préconise le retour à la tribu ? Le terme, récemment, s'est chargé de haine. Mais, au temps des tribus, les peuples d'Afrique « se mesuraient » ; ils ne s'exterminaient pas. C'était peut-être moins moderne et certainement plus humain que ces pseudo-Etats. La paix rétablie si faire se peut, elle ne s'installera que lorsque ces peuples retrouveront leur équilibre économique. Celui-ci ne passe ni par le socialisme ni par le capitalisme, mais par un développement empruntant aux traditions locales. Nous devons donc arrêter l'aide actuelle aux tyrans africains, qui acquièrent des armes pour assassiner leurs peuples avec notre argent. G.S.

Doit-on intervenir au Rwanda ? Et pour quoi faire ?

Comment oublier que les troupes françaises ont formé et armé les tueurs ?

Par Max GALLO

Quand des enfants par milliers sont massacrés à coups de machette, quand le génocide répand son torrent de sang sur tout un pays, quand les corps mutilés de 500 000 victimes sont jetés devant nous sur les écrans de télévision, entre une commémoration de la victoire sur le nazisme, un jour J et la mort d'un pilote de Formule 1, comment ne pas souhaiter une intervention militaire pour arrêter la tuerie, et aussi se donner bonne conscience et peut-être effacer les responsabilités ? Car le massacre dure depuis avril et l'on a laissé faire, refusant même d'employer le mot génocide qui, au regard du droit international, impose une intervention. Il est heureux que la France mobilise aujourd'hui les nations pour les inviter à l'action. Mais dans quel cadre, à quelles fins ? Comment, puisque l'un des camps — les rebelles du FPR — suspecte la France d'être juge et partie ? Certes, l'horreur est telle qu'il faut intervenir coûte que coûte. Mais comment oublier que les troupes françaises étaient présentes au Rwanda dès 1990 ? Qu'elles ont formé et armé les tueurs ? Que, depuis des mois, la

Fédération internationale des droits de l'homme soulignait l'existence d'escadrons de la mort, de réseaux préparant la tuerie généralisée des Tutsis ? Or l'Elysée, possédant ces informations, a poursuivi sa politique. Et, s'il fallait un nouveau passif au bilan de la présidence mitterrandienne, il suffirait d'évoquer cette politique africaine — familiale avec Jean-Christophe Mitterrand — qui a, depuis les années 80, soutenu et soutient encore les « dinosaures » de l'autoritarisme africain — Mobutu, Bongo, Eyadema, Biya. L'intervention militaire s'inscrira-t-elle dans le même axe ? Poursuivra-t-on cette politique qui favorise les tyrans — de fait — afin de préserver, dans cette région des grands lacs, l'influence « française » contre les ambitions des anglophones ? Ou bien, comme le souhaitent les diplomates — souvent hostiles aux choix de l'Elysée —, favorisera-t-on le génocide arrêté, la réconciliation, en appuyant les « modérés » des deux camps, s'ils vivent encore ? En fait, le Rwanda est le miroir sanglant de ce que « nous » sommes. Cyniques, laissant à notre « monarque » le soin de décider dans son « domaine réservé » de « sa » politique africaine dont les erreurs sont payées par les peuples. Et il ne suffit pas d'un discours de La Baule, à un sommet franco-africain, qui exige la démocratie des potentats pour qu'on rompe avec ceux-ci. Tout a continué. On a laissé naître un « nazisme tropical » qui trouve ses défenseurs chez certains intellectuels africains et ses tueurs parmi les marginaux que produit l'exploitation du pays. Il faut intervenir parce que des enfants crient : « Protégez-nous, ils vont nous massacrer ! demain... ce soir. » Mais après ? Quelle politique ? Mitterrand, ces jours de tuerie au Rwanda, prononçait un beau discours à Oradour-sur-Glane. M.G.